

# SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIII LEGISLATURA —————

N. 2474

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli affari esteri**

(DINI)

**di concerto col Ministro del tesoro  
e del bilancio e della programmazione economica**

(CIAMPI)

**col Ministro delle finanze**

(VISCO)

**e col Ministro dei trasporti e della navigazione**

(BURLANDO)

*(V. Stampato Camera n. 2235)*

*approvato dalla Camera dei deputati il 27 maggio 1997*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 29 maggio 1997*

---

Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa al regime doganale dei *containers* utilizzati nel trasporto internazionale nel quadro di un *pool*, fatta a Ginevra il 21 gennaio 1994

---

**DISEGNO DI LEGGE**

## Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa al regime doganale dei *containers* utilizzati nel trasporto internazionale nel quadro di un *pool*, fatta a Ginevra il 21 gennaio 1994.

## Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 della Convenzione stessa.

## Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 8 milioni annue a decorrere dal 1996, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1996-1998, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1996, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

## Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION RELATIVE AU REGIME DOUANIER DES CONTENEURS  
UTILISES EN TRANSPORT INTERNATIONAL DANS LE CADRE D'UN POOL

(Convention sur les pools de conteneurs)

PREAMBULE

Les Parties contractantes,

Conscientes de l'importance croissante du transport international de marchandises par conteneurs,

Désireuses de promouvoir l'utilisation efficace des conteneurs dans le transport international,

Considérant la nécessité de faciliter les procédures administratives, afin de réduire le transport d'unités vides,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a) le terme "droits et taxes à l'importation" désigne les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation, ou à l'occasion de l'importation de marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

b) le terme "conteneur" désigne un engin de transport (cadre, citerne amovible ou autre engin analogue) :

- i) constituant un compartiment, totalement ou partiellement clos, destiné à contenir des marchandises;
- ii) ayant un caractère permanent et étant, de ce fait, suffisamment résistant pour permettre son usage répété;
- iii) spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs modes de transport;

## XIII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- iv) conçu de manière à être aisément manipulé, notamment lors de son transbordement d'un mode de transport à un autre;
- v) conçu de façon à être facile à remplir et à vider; et
- vi) d'un volume intérieur d'au moins un mètre cube sauf pour les conteneurs aériens;

les "carrosseries amovibles" et les "plates-formes chargeables (flats)" sont assimilées aux conteneurs;

le terme "conteneur" comprend les conteneurs aériens normalisés d'un volume intérieur inférieur à un mètre cube dans la mesure où ils remplissent les conditions visées aux alinéas i) à v);

le terme "conteneur" comprend les accessoires et équipements du conteneur selon sa catégorie, à condition qu'ils soient transportés avec le conteneur. Le terme "conteneur" ne comprend pas les véhicules, les accessoires ou pièces détachées des véhicules, ni les emballages;

c) le terme "partiellement clos" tel qu'il s'applique aux conteneurs visés à l'alinéa b) i) de l'article premier s'entend des conteneurs généralement constitués par un plancher et une superstructure délimitant un espace de chargement équivalant à celui d'un conteneur clos. La superstructure est généralement faite d'éléments métalliques constituant la carcasse d'un conteneur. Ces types de conteneurs peuvent comporter également une ou plusieurs parois latérales ou frontales. Certains de ces conteneurs comportent simplement un toit relié au plancher par des montants verticaux. Les conteneurs de ce type sont utilisés, notamment, pour le transport des marchandises volumineuses (voitures automobiles, par exemple);

d) le terme "carrosserie amovible" désigne un compartiment de chargement qui n'est doté d'aucun moyen de locomotion et qui est conçu en particulier pour être transporté sur véhicule routier, le châssis de ce véhicule et le cadre inférieur de la carrosserie étant spécialement adaptés à cette fin. Le terme désigne aussi une caisse mobile qui est un compartiment de chargement conçu spécialement pour le transport combiné rail/route;

e) le terme "plate-forme chargeable (flat)" désigne une plate-forme de charge n'ayant aucune superstructure ou une superstructure incomplète, mais ayant les mêmes longueur et largeur que les conteneurs et équipés de pièces de coin supérieures et inférieures, afin que les mêmes dispositifs de fixation et de levage puissent être utilisés;

f) le terme "réparation" concerne exclusivement les petites opérations de remise en état ou d'entretien normal d'un conteneur;

g) le terme "accessoires et équipements du conteneur" englobe, en particulier, les dispositifs suivants, même s'ils sont amovibles :

- i) équipements destinés à contrôler, à modifier ou à maintenir la température à l'intérieur du conteneur;
- ii) petits appareils tels que les enregistreurs de température ou de chocs conçus pour indiquer ou enregistrer les variations des conditions ambiantes et les chocs;
- iii) cloisons intérieures, palettes, rayons, supports, crochets, bâches, sacs et autres dispositifs analogues conçus spécialement pour être utilisés avec un conteneur;
- h) le terme "pool" désigne l'utilisation en commun de conteneurs aux termes d'un accord;
- i) le terme "membre du pool" désigne l'exploitant de conteneurs qui est partie à l'accord établissant le pool;
- j) le terme "exploitant" d'un conteneur désigne la personne qui, propriétaire ou non de ce conteneur, en contrôle effectivement l'utilisation;
- k) le terme "personne" désigne à la fois les personnes physiques et les personnes morales;
- l) le terme "compensation à l'équivalent" désigne le système permettant la réexportation ou la réimportation d'un conteneur de même type qu'un autre conteneur ayant été préalablement importé ou exporté;
- m) le terme "trafic interne" désigne le transport de marchandises chargées dans le territoire d'une Partie contractante pour être déchargées à l'intérieur de ce même territoire;
- n) le terme "Partie contractante" désigne un Etat ou une organisation d'intégration économique régionale, Partie à la présente Convention;
- o) le terme "organisation d'intégration économique régionale" désigne une organisation constituée et composée par des Etats visés à l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la présente Convention et ayant compétence pour adopter sa propre législation qui est obligatoire pour ses Etats Membres dans les matières couvertes par la présente Convention et pour décider, selon ses procédures internes, de signer, ratifier ou adhérer à la présente Convention;
- p) le terme "ratification" désigne la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation.

## Article 2

### Objectif

La présente Convention vise à faciliter l'utilisation en commun des conteneurs par les membres d'un pool, sur la base de la compensation à l'équivalent.

Article 3Portée

La présente Convention s'applique à l'échange entre Parties contractantes des conteneurs d'un pool dont les membres sont établis sur le territoire de ces Parties contractantes.

Article 4Facilités

Chaque Partie contractante admet les conteneurs visés à l'article 3 de la présente Convention en franchise des droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation de caractère économique et sans limitation d'utilisation en trafic interne et sans exiger, lors de leur importation et de leur exportation, la production de documents douaniers et la constitution d'une garantie, sous réserve que les conditions énoncées à l'article 5 de la présente Convention soient respectées.

Article 5Conditions

1. Chaque Partie contractante applique les facilités de l'article 4 de la présente Convention aux conteneurs utilisés dans un pool à condition :

a) qu'ils aient été exportés au préalable ou qu'ils soient réexportés ultérieurement; ou qu'un nombre équivalent de conteneurs de même type ait été exporté au préalable ou soit réexporté ultérieurement;

b) qu'aux termes de l'accord portant création du pool, les membres du pool :

- i) échangent entre eux des conteneurs à l'occasion des transports internationaux de marchandises;
- ii) tiennent, par type de conteneur, une comptabilité des mouvements des conteneurs ainsi échangés;

iii) s'engagent à se livrer mutuellement le nombre de conteneurs de chaque type nécessaire pour permettre la compensation durant des périodes de 12 mois des soldes des comptes ainsi tenus afin d'assurer un équilibre pour chaque membre du pool entre le nombre de conteneurs du même type qu'il a mis à la disposition du pool et le nombre de conteneurs du pool de ces mêmes types se trouvant à sa disposition sur le territoire de la Partie contractante dans lequel il est établi. La période de 12 mois pourra être prorogée par les autorités douanières compétentes de ladite Partie contractante.

2. Chaque Partie contractante peut décider si les conteneurs mis à la disposition du pool par un membre du pool établi sur son territoire doivent répondre aux conditions stipulées dans sa législation au sujet de l'admission et de la libre circulation sur son territoire.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne seront appliquées que si :

a) les conteneurs sont revêtus de marques durables et uniques agréées par l'accord d'utilisation en commun permettant l'identification du conteneur;

b) l'accord d'utilisation en commun a été communiqué aux autorités douanières des Parties contractantes concernées et que ces autorités l'ont approuvé comme étant conforme aux dispositions de la présente Convention. Les autorités compétentes informent le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe tant de leur approbation que du nom des Parties contractantes concernées. Le Secrétaire exécutif transmet cette information aux Parties contractantes concernées.

#### Article 6

##### Pièces détachées pour réparation

1. Lorsque l'accord d'utilisation en commun prévoit la mise en place d'un pool pour des pièces détachées identifiables utilisées aux fins de la réparation des conteneurs du pool, les dispositions des articles 4, 5 (paragraphe 1, 2 et 3 b)) et 9 de la présente Convention sont applicables mutatis mutandis à ces pièces détachées.

2. Lorsque l'accord d'utilisation en commun ne prévoit pas la mise en place d'un pool de pièces détachées utilisées aux fins de la réparation des conteneurs du pool, l'admission temporaire en franchise des droits et taxes à l'importation, et sans application des prohibitions ou restrictions à l'importation de caractère économique, sera accordée à ces pièces détachées, sans qu'il soit exigé de document douanier lors de leur importation et de leur exportation, et sans constitution de garantie.

Dans les cas où les dispositions de l'alinéa précédent ne pourraient être appliquées, en lieu et place d'un document douanier et d'une garantie, le bénéficiaire de l'admission temporaire peut être tenu de s'engager par écrit :

- a) à fournir aux autorités douanières une liste des pièces détachées accompagnée d'un engagement de réexportation, et
- b) à acquitter les droits et taxes à l'importation qui pourraient être exigés au cas où les conditions régissant l'admission temporaire ne seraient pas remplies.

La réexportation des pièces détachées non utilisées pour la réparation placées en admission temporaire aura lieu dans les six mois qui suivront la date de l'importation, cette période pouvant toutefois être prolongée par les autorités douanières compétentes.

3. Les pièces remplacées non réexportées seront, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent :

- a) soumises aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ces pièces sont présentées;
- b) abandonnées libres de tous frais aux autorités compétentes de ce pays; ou
- c) détruites, sous contrôle officiel, aux frais de l'intéressé.

#### Article 7

##### Accessoires et équipements de conteneurs

1. Lorsque l'accord d'utilisation en commun prévoit la mise en place d'un pool pour les accessoires et équipements identifiables de conteneurs, qui sont soit importés avec un conteneur du pool pour être réexportés isolément ou avec un autre conteneur du pool, soit importés isolément pour être réexportés avec un conteneur du pool, les dispositions des articles 4, 5 (paragraphe 1, 2 et 3 b)) et 9 de la présente Convention sont applicables mutatis mutandis à ces accessoires et équipements.

2. Lorsque l'accord d'utilisation en commun ne prévoit pas la mise en place d'un pool pour les accessoires et équipements des conteneurs qui sont soit importés avec un conteneur du pool pour être réexportés isolément ou avec un autre conteneur du pool, soit importés isolément pour être réexportés avec un conteneur du pool :

- a) les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6, sont applicables à ces accessoires et équipements;



b) chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas accorder l'admission temporaire aux accessoires et équipements qui ont fait l'objet d'un achat, d'une location-vente, d'un louage ou d'un contrat similaire conclu par une personne domiciliée ou établie sur son territoire;

c) nonobstant le délai prévu pour la réexportation au paragraphe 2 de l'article 6, applicable aux accessoires et équipements en vertu du point a) du présent article, la réexportation des accessoires et équipements gravement endommagés ne sera pas exigée, pourvu qu'ils soient, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent :

- i) soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés;
- ii) abandonnés, libres de tous frais, aux autorités compétentes de ce pays; ou
- iii) détruits, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés, les déchets et les pièces récupérés étant soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés.

#### Article 8

##### Organisations d'intégration économique régionale

1. Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties contractantes qui forment une organisation d'intégration économique régionale peuvent être considérés comme un seul territoire.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour une organisation d'intégration économique régionale, Partie contractante à la présente Convention, de prévoir des règles particulières applicables à l'utilisation des conteneurs du pool sur le territoire de cette organisation, pourvu que ces règles ne diminuent pas les facilités prévues par la présente Convention.

#### Article 9

##### Inspections

1. Chaque Partie contractante a le droit de procéder à des contrôles en ce qui concerne l'application correcte de la présente Convention.

2. Les membres du pool établis sur le territoire des Parties contractantes doivent fournir aux autorités douanières de ces Parties contractantes, à leur demande, la liste des numéros de conteneurs mis à la disposition du pool ainsi que le nombre de conteneurs du pool de chaque type sur son territoire.

Article 10Infractions

1. Toute infraction aux dispositions de la présente Convention expose le contrevenant, sur le territoire de la Partie contractante où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de cette Partie contractante.
2. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le territoire sur lequel une irrégularité a été commise, elle est réputée avoir été commise sur le territoire de la Partie contractante où elle a été constatée.

Article 11Echange d'informations

Les Parties contractantes se communiquent mutuellement, sur demande et dans la mesure où leur législation l'autorise, les informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 12Facilités plus grandes

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application des facilités plus grandes que les Parties contractantes accordent ou voudraient accorder, soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux, sous réserve que les facilités ainsi accordées n'entraient pas l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 13Clause de sauvegarde

La présente Convention ne porte pas préjudice aux dispositions relatives à la concurrence applicables dans une ou plusieurs Parties contractantes.

## CHAPITRE II

## DISPOSITIONS FINALES

Article 14Signature, ratification et adhésion

1. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention :

- a) en la signant, sans réserve de ratification;
- b) en déposant un instrument de ratification, après l'avoir signé sous réserve de ratification;
- c) en déposant un instrument d'adhésion.

2. Tout Etat autre que ceux visés au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le dépositaire sur la demande du Comité de gestion, peut devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. Toute organisation d'intégration économique régionale peut, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, devenir Partie contractante à la présente Convention. Une telle organisation, Partie contractante à la présente Convention, informe le dépositaire sur sa compétence et sur tout changement ultérieur dans celle-ci en relation avec les matières couvertes par la présente Convention. Cette organisation exerce, pour les questions qui relèvent de sa compétence, les droits et s'acquitte des responsabilités que la présente Convention confère aux Etats qui sont Parties contractantes à la présente Convention. Pour les matières qui relèvent de la compétence de l'organisation, dont le dépositaire a été informé, les Etats membres de l'organisation qui sont Parties contractantes à la présente Convention ne sont pas habilités à exercer individuellement ces droits, y compris, entre autres, le droit de vote.

4. La présente Convention est ouverte à la signature du 15 avril 1994 jusqu'au 14 avril 1995 inclus, à l'Office des Nations Unies à Genève. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

Article 15Réserves

Chaque Partie contractante peut formuler des réserves à l'égard du paragraphe 2 des articles 6 et 7 en ce qui concerne l'exigence d'un document douanier et d'une garantie. Toute Partie contractante ayant formulé des réserves peut à tout moment les lever, en tout ou en partie, par notification au dépositaire en indiquant la date à laquelle ces réserves sont levées.

Article 16Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur six mois après la date à laquelle cinq Etats ou organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 14, paragraphes 1 et 3, ont signé la présente Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion. Pour l'application du présent paragraphe, toute signature sans réserve de ratification ou tout instrument déposé par une telle organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionné à ceux de ses Etats membres.

2. La présente Convention entre en vigueur, pour tous les autres Etats ou organisations d'intégration économique régionale mentionnés à l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, six mois après la date de leur signature sans réserve de ratification ou du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

3. Tout instrument de ratification ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention conformément à l'article 21 est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention.

4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement mais avant son entrée en vigueur est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. La présente Convention n'est applicable à un pool déterminé que lorsque tous les Etats ou organisations d'intégration économique régionale concernés par ce pool sont devenus Parties contractantes à la présente Convention.

Article 17Dénonciation

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au dépositaire.
2. La dénonciation prendra effet 15 mois après la date à laquelle le dépositaire en aura reçu notification.

Article 18Extinction

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre de Parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période quelconque de 12 mois consécutifs, la présente Convention cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de 12 mois. Pour l'application du présent article, la présence d'une organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionnée à celle de ses Etats Membres.

Article 19Comité de gestion

1. Un Comité de gestion (ci-après dénommé "le Comité") est créé pour examiner la mise en application de la présente Convention, étudier tout amendement proposé à ce titre et étudier des mesures destinées à assurer une interprétation et une application uniformes de ladite Convention.
2. Les Parties contractantes sont membres du Comité. Le Comité peut décider que l'administration compétente de tout Etat ou organisation d'intégration économique régionale qui n'est pas Partie contractante, ou les représentants des organisations internationales peuvent, pour les questions les intéressant, assister aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.
3. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (ci-après dénommé "le Secrétaire exécutif"), fournit au Comité les services de secrétariat nécessaires.
4. Le Comité procède, à l'occasion de chacune des sessions, à l'élection de son Président et de son Vice-Président.
5. Les administrations compétentes des Parties contractantes communiquent au Secrétaire exécutif des propositions motivées d'amendement à la présente Convention, ainsi que les demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour des sessions du Comité. Le Secrétaire exécutif porte ces communications à la connaissance des administrations compétentes des Parties contractantes et du dépositaire.

6. Le Secrétaire exécutif convoque le Comité :
- a) deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention;
  - b) par la suite, à une date fixée par le Comité, mais au moins tous les cinq ans;
  - c) à la demande des administrations compétentes d'au moins deux Parties contractantes.

Il distribue le projet d'ordre du jour aux administrations compétentes des Parties contractantes et aux observateurs visés au paragraphe 2 du présent article, six semaines au moins avant la session du Comité.

7. Sur décision du Comité, prise en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Secrétaire exécutif invite les administrations compétentes des Etats et des organisations visées dans ledit paragraphe 2, à se faire représenter par des observateurs aux sessions du Comité.

8. Un quorum constitué d'un tiers au moins des Parties contractantes est exigé pour la prise des décisions. Pour l'application du présent paragraphe, la présence d'une organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionnée à celle de ses Etats membres.

9. Les propositions sont mises aux voix. A l'exception des dispositions du paragraphe 10 du présent article, chaque Partie contractante représentée à la réunion dispose d'une voix. Les propositions autres que les propositions d'amendement sont adoptées par le Comité à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Les propositions d'amendement sont adoptées à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents et votants.

10. En cas d'application de l'article 14, paragraphe 3, les organisations d'intégration économique régionale, Parties contractantes à la présente Convention, ne disposent en cas de vote que d'un nombre de voix égal au total des voix attribuables à leurs Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention.

11. Le Comité adopte un rapport avant la clôture de sa session.

12. En l'absence de dispositions pertinentes dans le présent article, le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies est applicable, sauf si le Comité en décide autrement.

Article 20Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociation directe entre elles.
2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociation directe est porté par les Parties contractantes au différend devant le Comité qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement.
3. Les Parties contractantes au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité.

Article 21Procédure d'amendement

1. Le Comité peut recommander des amendements à la présente Convention conformément à l'article 19.
2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le dépositaire à toutes les Parties contractantes à la présente Convention ainsi qu'aux autres signataires.
3. Toute recommandation d'amendement communiquée conformément au paragraphe 2 du présent article entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes dans un délai de trois mois à compter de l'expiration d'une période de 18 mois suivant la date de la communication de la recommandation d'amendement, si aucune objection à ladite recommandation d'amendement n'a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante pendant cette période.
4. Si une objection à la recommandation d'amendement a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante avant l'expiration du délai de 18 mois visé au paragraphe 3 du présent article, l'amendement est réputé ne pas avoir été accepté et demeure sans effet.

Article 22Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné pour être le dépositaire de la présente Convention.

2. Les fonctions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que dépositaire sont celles qui sont énumérées dans la partie VII de la Convention de Vienne sur le droit des traités, conclue à Vienne le 23 mai 1969.

3. Lorsqu'une divergence apparaît entre une Partie contractante et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire ou cette Partie doit porter la question à l'attention des autres Parties contractantes et des signataires ou, le cas échéant, au Comité.

#### Article 23

##### Enregistrement et textes authentiques

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 21 janvier 1994 en un seul exemplaire, en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, les six textes faisant également foi.



Traduzione non ufficialeCONVENZIONE SUL REGIME DOGANALE DEI CONTENITORI UTILIZZATI IN  
COMUNE NELL'AMBITO DI UN "POOL" NEL TRASPORTO  
INTERNAZIONALE

(Convenzione sull'uso in comune di contenitori)

## PREAMBOLO

Le Parti Contraenti,Consapevoli dell'importanza crescente del trasporto internazionale di merci in contenitori,Desiderose di promuovere un uso efficace dei contenitori nel trasporto internazionale,In considerazione della necessità di agevolare le procedure amministrative per ridurre il trasporto di unità vuote,Hanno convenuto quanto segueCAPITOLO I  
DISPOSIZIONI GENERALIArticolo 1  
Definizioni

Ai fini della presente Convenzione,

(a) l'espressione "dazi ed imposizioni all'importazione" indica i dazi doganali e tutte le altre imposizioni, tasse, canoni ed altri oneri riscossi all'atto dell'importazione o in occasione dell'importazione di merci, ad eccezione dei canoni e degli oneri il cui ammontare è limitato al costo approssimativo dei servizi resi;

b) il termine "contenitore" indica un mezzo di trasporto (gabbia montacarichi, cisterna amovibile o o ogni altro mezzo analogo):

i) che costituisce uno scomparto totalmente o parzialmente chiuso destinato a contenere merci;

ii) di natura permanente e quindi sufficientemente resistente da consentire il suo uso ripetuto;

iii) specialmente progettato per agevolare il trasporto di merci, con una o più modalità di trasporto, senza manipolazione intermedia del carico ;

iv) progettato in modo da essere agevolmente manipolato in particolare al momento del suo trasbordo da un mezzo di trasporto ad un altro;

v) progettato in maniera da essere agevole da riempire e da svuotare;

vi) avente un volume interno di un metro cubo o più, salvo per i contenitori per via aerea,

le "casce amovibili" e le "piattaforme caricabili" sono assimilate ai contenitori;

il termine "contenitore" include i contenitori via aerea normalizzati di volume interno inferiore ad un metro cubo, a condizione che siano conformi ai requisiti cui ai capoversi i) a v);

il termine "contenitore" include gli accessori e gli equipaggiamenti del contenitore adeguati al tipo in questione, a condizione che siano trasportati con il contenitore. Il termine "contenitore" non comprende i veicoli, gli accessori o le parti di ricambio dei veicoli, né gli imballaggi;

c) il termine "parzialmente chiuso", applicato ai contenitori di cui al capoverso b) i) dell'articolo 1, indica i contenitori generalmente costituiti da una piattaforma e da una sovrastruttura che delimita uno spazio di carico equivalente a quello di un contenitore chiuso. La sovrastruttura è generalmente fatta da elementi metallici che costituiscono la carcassa di un contenitore. Questi tipi di contenitori possono comportare anche una o più pareti laterali o frontali. Alcuni di questi contenitori hanno semplicemente una copertura a mo' di tetto collegata con la piattaforma mediante sostegni verticali. I contenitori di questo tipo sono utilizzati in particolare per il trasporto di merci voluminose: (automobili, ad esempio);

d) il termine "cassa amovibile" indica uno scomparto di carico che non è munito di alcun mezzo di locomozione ed è specificamente progettato per essere trasportato su un veicolo stradale, il telaio di questo veicolo, e la parte inferiore della cassa amovibile essendo adattati a tal fine. Il termine indica anche una cassa mobile consistente in un scomparto di carico progettato in particolare per il trasporto combinato ferrovia/strada;

e) il termine "piattaforma caricabile" indica una piattaforma da carico senza alcuna sovrastruttura o con una sovrastruttura incompleta, ma con la stessa lunghezza e larghezza di quella della base di un contenitore ed equipaggiata con accessori di tipo cuneo superiori ed inferiori in modo da poter utilizzare alcuni degli stessi dispositivi di fissaggio e di sollevamento;

f) il termine "riparazione" concerne esclusivamente piccole operazioni di riparazione o di manutenzione corrente di un contenitore;

g) il termine "accessori ed equipaggiamenti del contenitore" comprende in particolare i seguenti dispositivi, anche se amovibili:

i) equipaggiamenti per controllare, modificare o mantenere la temperatura all'interno del contenitore,

ii) piccoli apparecchi come termostati o registratori d'impatto progettati per indicare o registrare le variazioni delle condizioni ambientali e d'impatto;

iii) pareti interne, palette, scaffalature, supporti, ganci, tendoni, sacchi ed altri dispositivi analoghi specificamente progettati per essere utilizzati nei contenitori;

h) il termine "pool" indica l'utilizzazione in comune di contenitori ai sensi di un accordo;

i) il termine "Membro del pool" indica il gestore di contenitori che è Parte all'accordo istitutivo del pool;

j) il termine "gestore" di un contenitore indica la persona che, proprietaria o non di tale contenitore, ne controlla effettivamente l'utilizzazione;

k) il termine "persona" indica sia le persone fisiche che le persone giuridiche;

l) l'espressione "compensazione equivalente" indica il sistema che consente la riesportazione o la reimportazione di un contenitore dello stesso tipo di un altro già importato o esportato;

m) il termine "traffico interno" indica il trasporto di merci caricate nel territorio di una Parte Contraente per essere scaricate in un luogo sito nel territorio della stessa Parte Contraente;

n) il termine "Parte Contraente" indica uno Stato o una organizzazione d'integrazione economica regionale Parte della presente Convenzione;

o) il termine "organizzazione d'integrazione economica regionale" indica un'organizzazione costituita e composta dagli Stati di cui all'articolo 14, paragrafi 1 e 2 della presente Convenzione ed avente competenza ad adottare una propria legislazione vincolante per i suoi Stati Membri per quanto riguarda le materie previste dalla presente Convenzione, ed a decidere, in base alle sue procedure interne, di firmare, ratificare la presente Convenzione o di aderire ad essa;

p) il termine "ratifica" indica la ratifica vera e propria, l'accettazione o l'approvazione.

#### Articolo 2 Obiettivo

La presente Convenzione è intesa ad agevolare l'uso in comune di contenitori da parte dei membri di un "Pool", sulla base del sistema di compensazione equivalente.

#### Articolo 3 Portata

La presente Convenzione si applica allo scambio di contenitori tra le Parti Contraenti da usare in comune nell'ambito di un "Pool" i cui Membri hanno la propria sede di affari sul territorio di tali Parti Contraenti.

Articolo 4  
Agevolazioni

Ciascuna Parte Contraente concede ai contenitori di cui all'articolo 3 della presente Convenzione l'ammissione in franchigia di dazi ed imposizioni all'importazione, senza divieti o restrizioni all'importazione di natura economica, né limiti d'uso nel traffico interno e senza esigere all'atto della loro importazione ed esportazione, la produzione di documenti doganali o la costituzione di una garanzia, a patto che le condizioni enunciate all'articolo 5 della presente Convenzione siano rispettate.

Articolo 5  
Condizioni

1. Ciascuna Parte contraente applica le agevolazioni previste all'articolo 4 della presente Convenzione per i contenitori utilizzati in comune in un "Pool" a condizione:

a) che siano già stati esportati o che saranno successivamente riesportati; oppure che un numero uguale di contenitori dello stesso tipo sia già stato esportato o sarà successivamente riesportato;

b) che, ai sensi dell'accordo di utilizzazione in comune, i membri del "Pool":

i) effettuino tra di loro scambi di contenitori in occasione del trasporto internazionale di merci;

ii) mantengano, per ogni tipo di contenitore, la contabilità dei movimenti dei contenitori scambiati;

iii) si impegnino a consegnarsi reciprocamente un numero di contenitori di ciascun tipo necessario per compensare, nell'arco di periodi di 12 mesi, i saldi pendenti della relativa contabilità in modo da garantire a ciascun Membro del "Pool" una situazione di equilibrio tra il numero di contenitori dello stesso tipo che messo a disposizione per l'uso in comune ed il numero di contenitori dello stesso tipo messi a sua disposizione sul territorio della Parte contraente in cui ha la sua sede di affari. Il periodo di 12 mesi potrà essere prorogato dalle autorità doganali competenti di detta Parte Contraente.

2. Ciascuna Parte Contraente ha facoltà di decidere se i contenitori messi a disposizione per l'uso in comune da qualunque membro del "Pool" avente la sua sede di affari sul suo territorio, debbono essere conformi ai requisiti previsti dalla sua legislazione circa l'ammissione e l'uso illimitato nel traffico interno sul suo territorio.

3. Le norme del paragrafo 1 del presente articolo sono applicabili solo se:

a) i contenitori sono contrassegnati con marchi durevoli ed esclusivi stabiliti nell'Accordo di utilizzazione in comune e tali da consentire l'individuazione del contenitore;

b) l'Accordo di utilizzazione in comune è stato comunicato alle autorità doganali delle Parti contraenti competenti ed è stato da esse approvato in quanto conforme alle norme della presente Convenzione. Le autorità competenti informano il Segretario Esecutivo della Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa della loro approvazione e gli forniscono il nome delle Parti Contraenti in questione. Il Segretario esecutivo trasmette tali informazioni alle Parti contraenti interessate.

#### Articolo 6

#### Parti di ricambio per riparazioni

1. Se l'Accordo di utilizzazione in comune prevede la creazione di un fondo comune di parti di ricambio individuabili da utilizzare per le riparazioni dei contenitori appartenenti al "Pool", le norme degli articoli 4,5 (paragrafi 1,2 e 3 b) della presente Convenzione sono applicabili mutatis mutandis a tali parti di ricambio.

2. Se l'Accordo di utilizzazione in comune non prevede la creazione di un fondo comune di parti di ricambio per le riparazioni dei contenitori appartenenti al "Pool", tali parti di ricambio potranno essere ammesse in franchigia temporanea di dazi ed imposizioni all'importazione, senza applicazione di divieti o di restrizioni all'importazione di carattere economico, e senza che sia richiesta la produzione di documenti doganali al momento della loro importazione e riesportazione, o la costituzione di una garanzia.

Qualora le norme del capoverso precedente non possano essere applicate, in luogo di un documento doganale e di una garanzia il beneficiario dell'ammissione temporanea può essere tenuto ad impegnarsi per iscritto:

a) a fornire alle autorità doganali un elenco di parti di ricambio assieme ad un impegno di riesportazione; e

b) a pagare i dazi e le imposizioni all'importazione che potrebbero essere richiesti in caso di non conformità alle condizioni prescritte per l'ammissione temporanea.

Le parti di ricambio la cui ammissione temporanea è stata autorizzata ma che non sono state utilizzate per riparazioni, dovranno essere riesportate entro i sei mesi successivi alla data d'importazione. Detto periodo potrà tuttavia essere prorogato dalle autorità doganali competenti.

3. Le parti di ricambio non riesportate potranno essere, in conformità alla regolamentazione del paese interessato e secondo quanto eventualmente autorizzato dalle autorità doganali di detto paese:

a) sottoposte ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovuti alla data in cui le parti di ricambio sono presentate, a seconda delle condizioni in cui si trovano;

b) lasciate, senza alcun onere, alle autorità competenti di questo paese; oppure

c) distrutte a spese delle Parti interessate e sotto un controllo ufficiale.

#### Articolo 7

#### Accessori ed equipaggiamenti di contenitori

1. Se l'Accordo di utilizzazione in comune prevede la creazione di un fondo comune per gli accessori e gli equipaggiamenti individuabili di contenitori, sia importati con un contenitore appartenente al "Pool" per essere riesportati separatamente o con un altro contenitore del "Pool", sia importati separatamente per essere riesportati con un contenitore appartenente al "Pool", le disposizioni degli articoli 4, 5 (paragrafi 1, 2 e 3 (b) e 9 della presente Convenzione si applicheranno mutatis mutandis a tali accessori ed equipaggiamenti.

2. Se l'accordo di utilizzazione in comune non prevede la creazione di un fondo comune per gli accessori e gli equipaggiamenti di contenitori, sia importati con un contenitore appartenente al "Pool" per essere riesportati separatamente o con un altro contenitore del "Pool", oppure importati separatamente per essere riesportati con un contenitore appartenente al "Pool":

a) le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 6 si applicheranno a tali accessori ed equipaggiamenti;

b) Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non concedere l'ammissione temporanea agli accessori ed agli equipaggiamenti che sono stati oggetto di una transazione di acquisto, di noleggio-vendita, di un contratto di affitto o altro contratto analogo stipulato da una persona residente o avente la sua sede di affari sul loro territorio;

c) nonostante il termine per la riesportazione stabilito al paragrafo 2 dell'articolo 6, applicabile agli accessori ed agli equipaggiamenti in virtù del punto (a) del presente articolo, gli accessori e gli equipaggiamenti gravemente danneggiati potranno non essere riesportati, a patto però di essere, in conformità con la regolamentazione del paese interessato e secondo quanto eventualmente autorizzato dalle autorità doganali di detto paese:

(i) sottoposti ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovuti alla data in cui sono presentati e a seconda delle condizioni in cui si trovano;

(ii) lasciati, senza alcun onere, alle autorità pertinenti di questo paese; oppure

(iii) distrutti sotto un controllo ufficiale ed a spese delle parti interessate; le parti e le materie recuperate saranno soggette ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovute alla data in cui sono presentati e a seconda delle condizioni in cui si trovano.

Articolo 8Organizzazioni d'integrazione economica regionale

1. Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, i territori delle Parti Contraenti che formano un'organizzazione d'integrazione economica regionale possono essere considerati come un solo territorio.

2. Nessuna disposizione della presente Convenzione esclude il diritto, per una organizzazione d'integrazione economica regionale che è Parte Contraente alla presente Convenzione, di attuare norme particolari applicabili all'uso dei contenitori di un "Pool" sul territorio di detta organizzazione, a condizione che tali norme non siano riduttive delle agevolazioni previste dalla presente Convenzione.

Articolo 9Controlli

1. Ciascuna Parte Contraente ha diritto di procedere a dei controlli per quanto riguarda l'applicazione corretta della presente Convenzione.

2. I membri del "Pool" aventi la loro sede di affari sul territorio di una Parte Contraente debbono fornire alle autorità doganali di tale Parte contraente, a loro richiesta, l'elenco dei numero di contenitori messi a disposizione del "Pool" nonché il numero di contenitori di ogni tipo inclusi nel "Pool" sul suo territorio.

Articolo 10Infrazioni

1. Ogni infrazione alle norme della presente Convenzione espone il trasgressore, sul territorio della Parte Contraente dove l'infrazione è stata commessa, alle misure previste a tal fine dalla legislazione di detta Parte Contraente.

2. Se non è possibile determinare il territorio sul quale una irregolarità è stata commessa, si riterrà che è stata commessa sul territorio della Parte Contraente dove è stata rilevata.

Articolo 11Scambio d'informazioni

Le Parti Contraenti si comunicheranno reciprocamente, su richiesta, e nella misura in cui la loro legislazione lo consente, le informazioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo 12  
Maggiori agevolazioni

La presente Convenzione non ostacola l'applicazione di maggiori agevolazione che le Parti Contraenti concedono o vorrebbero concedere, sia con norme unilaterali, sia in virtù di accordi bilaterali o multilaterali, con riserva che le agevolazioni in tal modo concesse non intralcino l'attuazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo 13  
Clausola di salvaguardia

La presente Convenzione non pregiudica le norme relative alla concorrenza applicabili in una o più Parti Contraenti.

CAPITOLO II

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 14  
Firma, ratifica, ed adesione

1. Gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni unite e delle sue Agenzie specializzate possono divenire Parti Contraenti alla presente Convenzione:

- a) con firma senza riserva di ratifica;
- b) depositando uno strumento di ratifica, dopo averlo firmato con riserva di ratifica;
- c) depositando uno strumento di adesione.

2. Ogni Stato diverso da quelli di cui al paragrafo 1 del presente articolo, cui è stato rivolto un invito in tal senso dal depositario su richiesta del Comitato di gestione, può divenire Parte Contraente della presente Convenzione aderendovi dopo la sua entrata in vigore.

3. Ogni organizzazione d'integrazione economica regionale può, in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, divenire Parte Contraente della presente Convenzione. Tale organizzazione, Parte Contraente della presente Convenzione, informerà il depositario riguardo alla sua competenza e su ogni cambiamento di quest'ultima rispetto alle materie previste dalla presente Convenzione. Per le questioni di sua competenza, l'organizzazione esercita i diritti ed adempie alle responsabilità conferite dalla presente Convenzione agli Stati che sono Parti Contraenti della presente Convenzione. Gli Stati Membri dell'organizzazione, Parti Contraenti della presente Convenzione non sono abilitati ad esercitare singolarmente i loro diritti per le questioni di competenza dell'organizzazione e di cui il depositario è stato informato, ivi compreso, tra gli altri, il diritto di voto.



4. La presente Convenzione è aperta alla firma, dal 15 aprile 1994 fino al 14 aprile 1995 compreso, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra. Dopo questa data, essa rimane aperta all'adesione.

#### Articolo 15

##### Riserve

Ciascuna Parte Contraente può formulare riserve in relazione al paragrafo 2 degli articoli 6 e 7 per quel che concerne l'esigenza di un documento doganale e di una garanzia. Ogni Parte Contraente che abbia formulato riserve, può in qualunque momento scioglierle, interamente o parzialmente, per mezzo di una notifica al depositario, indicando la data alla quale tali riserve sono sciolte.

#### Articolo 16

##### Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entra in vigore sei mesi dopo la data alla quale cinque degli Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali di cui all'articolo 14, paragrafi 1 e 3, hanno firmato la presente Convenzione senza riserva di ratifica o hanno depositato i loro strumenti di ratifica o di adesione. Ai fini dell'applicazione del presente paragrafo, le firme senza riserva di ratifica o gli strumenti depositati da tale organizzazione d'integrazione economica regionale non saranno calcolati in aggiunta a quelli dei suoi Stati membri.

2. Per tutti gli altri Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali di cui all'articolo 14, paragrafi 1, 2 e 3, la presente Convenzione entra in vigore sei mesi dopo la data di firma senza riserva di ratifica o la data di deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione.

3. Ogni strumento di ratifica o di adesione depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione in conformità con l'articolo 21 è considerato come applicabile al testo modificato della presente Convenzione.

4. Ogni strumento di tal sorta depositato dopo l'accettazione di un emendamento ma prima della sua entrata in vigore è considerato come applicabile al testo modificato della presente Convenzione alla data di entrata in vigore dell'emendamento.

5. La presente Convenzione è applicabile ad un determinato "Pool" solo quando tutti gli Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali interessati da detto "Pool" sono divenuti Parti Contraenti della presente Convenzione.

Articolo 17Denuncia

1. Ogni Parte Contraente può denunciare la presente Convenzione mediante notifica indirizzata al depositario.

2. La denuncia avrà effetto 15 mesi dopo la data alla quale il depositario ne avrà ricevuto notifica.

Articolo 18Cessazione

Se, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero di Parti Contraenti è ridotto a meno di cinque per un qualsiasi periodo di 12 mesi consecutivi, la presente Convenzione cesserà dal produrre i suoi effetti a decorrere dalla fine di detto periodo di 12 mesi. Ai fini dell'applicazione del presente articolo, la presenza di un'organizzazione d'integrazione economica regionale non si sommerà a quella dei suoi Stati Membri.

Articolo 19Comitato di gestione

1. È istituito un Comitato di gestione (di seguito denominato "il Comitato"), per esaminare l'attuazione della presente Convenzione, studiare ogni proposta d'emendamento a tal fine, nonché misure miranti a garantire un'interpretazione ed un'applicazione uniforme di detta Convenzione.

2. Le Parti Contraenti sono membri del Comitato. Il Comitato può decidere che l'Amministrazione competente di ogni Stato o organizzazione d'integrazione economica regionale che non è Parte Contraente, o i rappresentanti delle organizzazioni internazionali possano assistere alle sessioni del Comitato in qualità di osservatori per gli argomenti di loro interesse.

3. Il Segretario Esecutivo della Commissione Economica per l'Europa delle Nazioni Unite (di seguito denominato "il Segretario esecutivo") è incaricato di provvedere ai servizi di segretariato per il Comitato.

4. Il Comitato procede, in ciascuna delle sue sessioni, all'elezione del suo Presidente e del suo Vice-presidente.

5. Le amministrazioni competenti delle Parti Contraenti comunicano al Segretario esecutivo le proposte motivate di emendamenti della presente Convenzione, nonché le domande d'iscrizione degli argomenti all'ordine del giorno delle sessioni del Comitato. Il Segretario esecutivo informa di tali comunicazioni le Amministrazioni competenti delle Parti Contraenti ed il depositario.

6. Il Segretario esecutivo convoca il Comitato:

- a) due anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione;
- b) in seguito, ad una data stabilita dal Comitato, che deve essere almeno ogni cinque anni;
- c) a richiesta delle amministrazioni competenti di almeno due Parti Contraenti.

Il Segretario esecutivo distribuisce il progetto di ordine del giorno alle amministrazioni competenti delle Parti Contraenti ed agli osservatori di cui al paragrafo 2 del presente articolo, almeno sei settimane prima della sessione del Comitato.

7. Dietro decisione del Comitato, adottata in virtù delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il Segretario esecutivo invita le amministrazioni competenti degli Stati e delle organizzazioni di cui in detto paragrafo 2, a farsi rappresentare da osservatori alle sessioni del Comitato.

8. Per l'adozione delle decisioni è richiesto un quorum composto da almeno un terzo delle Parti Contraenti. Ai fini dell'applicazione del presente paragrafo, la presenza di un'organizzazione d'integrazione economica regionale non si sommerà a quella dei suoi Stati membri.

9. Le proposte sono messe ai voti. Fatte salve le norme del paragrafo 10 del presente articolo, ciascuna Parte Contraente rappresentata alla riunione dispone di un voto. Le proposte diverse dalle proposte di emendamento sono adottate dal Comitato a maggioranza dei voti espressi dai membri presenti e votanti. Le proposte di emendamento sono adottate a maggioranza dei due terzi dei voti espressi dai membri presenti e votanti.

10. In caso di applicazione dell'articolo 14, paragrafo 3, le organizzazioni d'integrazione economica regionale, Parti Contraenti della presente Convenzione, dispongono per la votazione solo di un numero di voti pari al totale dei voti attribuibili ai loro Stati membri che sono Parti Contraenti della presente Convenzione.

11. Il Comitato adotta un rapporto prima della chiusura della sessione.

12. In assenza di norme pertinenti nel presente articolo, è applicabile il regolamento interno della Commissione economica per l'Europa, salvo se il Comitato decide diversamente.

## Articolo 20

Soluzione delle controversie

1. Ogni controversia tra due o più Parti Contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, è risolta per quanto possibile per via negoziale diretta tra le stesse.

2. Ogni controversia che non è risolta per via negoziale diretta è sottoposta dalle Parti Contraenti alla controversia dinnanzi al Comitato, che la esamina e formula raccomandazioni in vista della sua soluzione.

3. Le Parti Contraenti alla controversia possono convenire anticipatamente di accettare le raccomandazioni del Comitato.

## Articolo 21

Procedura di emendamento

1. Il Comitato può raccomandare emendamenti alla presente Convenzione in conformità con l'articolo 19.

2. Il testo di ogni emendamento in tal modo raccomandato è comunicato dal depositario a tutte le Parti Contraenti della presente Convenzione, nonché agli altri firmatari.

3. Ogni raccomandazione di emendamento comunicata in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo entra in vigore nei confronti di tutte le Parti Contraenti entro un termine di tre mesi a decorrere dalla scadenza di un periodo di 18 mesi successivo alla data di comunicazione della raccomandazione di emendamento, se nessuna obiezione a tale raccomandazione di emendamento è stata notificata al depositario da una Parte Contraente durante questo periodo.

4. Se una delle Parti Contraenti ha notificato al depositario un'obiezione alla raccomandazione di emendamento prima della scadenza del termine di 18 mesi di cui al paragrafo 3 del presente articolo, si considera che l'emendamento non è stato accettato e che non produce effetti.

## Articolo 22

Depositario

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite designato come depositario della presente Convenzione.

2. Le funzioni di Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite come depositario, sono quelle enunciate nella parte VII della Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati, conclusa a Vienna il 23 maggio 1969.

3. Qualora vi sia una divergenza tra una Parte Contraente ed il depositario riguardo all'esercizio delle funzioni di quest'ultimo, il depositario o detta Parte debbono sottoporre la questione all'attenzione delle altre Parti Contraenti e dei firmatari, o, se del caso, al Comitato.

Articolo 23  
Registrazione e testi autentici

In conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Ginevra, il 21 gennaio 1994, in un unico esemplare in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, i sei testi facenti ugualmente fede.

